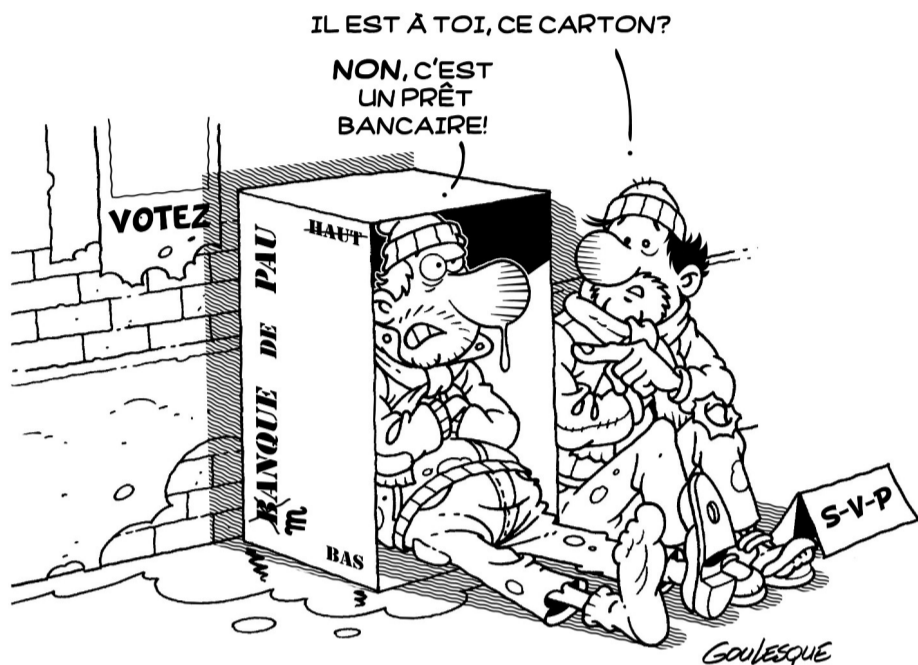


# La Révolte

N°100 !  
Avril 2024

«Le seul moyen d'affronter un monde sans liberté est de devenir si absolument libre qu'on fasse de sa propre existence un acte de révolte.» Albert Camus

Premier dessin de Patrick pour le premier numéro de la Révolte



100 numéros de la Révolte... et s'il fallait se poser la question de savoir si cette feuille de chou est toujours utile, il suffit de consulter le premier numéro de décembre 2014 pour voir que les problèmes que le quotidien nous réserve n'ont pas beaucoup changé. Entre autre, il était question du logement, de celles et ceux qui n'en ont pas ou qui sont mal-logés, du fait que ce qui devrait être un droit élémentaire devient, dans cette société, un business juteux et la première des exclusions.

Pourtant, aujourd'hui encore, les politiques semblent découvrir le problème et parle de « crise du logement », comme s'il s'agissait d'un épisode exceptionnel et non d'un problème structurel lié à la propriété privée et à la loi de l'offre et de la demande.

Ce que l'on peut mettre à leur crédit, c'est, qu'effectivement, la situation s'aggrave et notamment dans le coin. On connaît les difficultés de nos voisins Basques pour trouver des logements à l'année, tant la concurrence des locations d'été et des résidences secondaires est forte. Le même phénomène se propage en Béarn. Le président de la communauté de commune de la vallée d'Ossau, Jean-Paul Casaubon, constatait l'an dernier : « On n'arrive plus à fournir des logements pour les jeunes qui en auraient besoin ou pour les retraités qui reviennent dans la vallée »<sup>1</sup> et il faut lire les articles très détaillés sur le sujet parus dans le Mouton Noir, pour constater que le problème est le même en vallée d'Aspe et le piémont. La situation n'est pas meilleure en ville où la spéculation immobilière sévit tandis que les logements sociaux sont insuffisants, le directeur de Pau Béarn Habitat déclarait ce 8 février : « On n'a jamais eu besoin de tant de logements »<sup>2</sup>. Il y a peu, la préfecture communiquait la liste des 20 communes du département qui ne respectent pas la loi SRU qui imposent un quota de 20 à 25 % de

logements sociaux (1/5 des communes du Sud-Ouest sont dans cette situation), huit se trouvent sur l'agglomération paloise. Sur le Béarn et la Bigorre, chaque communauté de communes du territoire compte entre 400 et 500 logements vacants qui ne sont pas utilisés. Cherchez l'erreur.

Les places dans les refuges manquent pour les sdf tandis que les questions s'accumulent : Combien de jeunes restent chez leurs parents car ils ne peuvent pas se loger ? Combien de familles vivent dans des conditions indignes car mal-logées ? Réquisition et aménagement de logements sociaux : la solution paraît simple mais nos politiques préfèrent parler de redynamisation du marché, d'incitations en direction des propriétaires, de primes à la rénovation, de relance de la construction. Car leur soucis n'est pas social, leur objectif est de protéger le business. Ainsi, lorsque Gabriel Attal a fait son discours de politique générale, il s'en est pris à la Loi RSU provoquant l'opprobre de l'ensemble du monde associatif et des bailleurs sociaux. Et la nomination de l'auteur de la loi anti-squatt, Guillaume Kasbarian<sup>4</sup>, comme ministre du logement fait dire à Pascal Brice, président de la fédération des acteurs de la solidarité que ce choix est « entre le mépris et l'inconscience » et à Eddie Jacquemart, président de la Confédération nationale du logement : « La nomination de ce ministre, c'est une véritable gifle à tout le secteur du logement »<sup>5</sup>. Le duo Lemaire-Kasbarian a beau s'en être défendu lors de sa visite sur la côte basque<sup>6</sup>, le logement dans son ensemble doit être livré en pâture aux vautours de la finance et peu importe les victimes collatérales.

Les reportages anti-squatteurs sur M6, TF1 et la TNT en attestent : on prépare la répression au cas où ces victimes auraient l'idée de prendre ce droit qu'on leur refuse. En France, 330 000 personnes vivent dans la rue (dont 3 000 gosses) et un quart d'entre eux travaillent. 4,2 millions de personnes sont mal-logées...

<sup>1</sup> « Logements vacants : vers une tension immobilière dans les communes en Béarn et Bigorre », Fanny Narvarte, Flore Catala, France Bleue Béarn Bigorre, 12 mars 2023.

<sup>2</sup> « Olivier Subra : « On n'a jamais eu autant besoin de logements » dans l'agglomération de Pau », Mathéo Datas, Sud-Ouest, 08 février 2024.

<sup>3</sup> « Pau Agglo : combien votre commune doit-elle théoriquement payer si elle n'a pas assez de logements sociaux ? », Thibault Seurin, Sud-Ouest, 1er mars 2024.

<sup>4</sup> « Remaniement : libéral, "parler cash" et antisquatt... qui est Guillaume Kasbarian, le nouveau ministre du Logement ? », Christelle Bertrand, La dépêche du midi, 25 mars 2024.

<sup>5</sup> « Crise du logement : les attaques de Gabriel Attal contre la loi SRU dénoncées par les associations », Julia Hamlaoui, L'Humanité, 31 mars 2024.

<sup>6</sup> « Deux ministres au chevet de la crise du logement au Pays-Basque », Marc-Antoine Guet, La République des Pyrénées, 23 mars 2024.

## FRANCE TRAVAILLE !

**Bien plus qu'une injonction, pareille à une incantation, l'état te le dis, l'état te l'ordonne FRANCE TRAVAILLE ! Les caisses sont vides. Le vendu à l'économie Bruno Lamerd (et sans particules) peine à nous expliquer pourquoi le budget n'est toujours pas à l'équilibre cette année, mais il a une idée : réduire la durée d'indemnisation des chômeurs de 18 à 12 mois. Pour mémoire cette durée était encore de 24 mois avant le 01/02/2023.**

La sinistre du travail (des autres) et également de la santé, Catherine Vaurien, nous assure préparer de nouvelles négociations sur l'assurance chômage avec les partenaires sociaux. Comme pour la précédente réforme, elle nous affirme : "Notre priorité, c'est le dialogue social", mais très vite d'ajouter : "Je suis personnellement convaincue qu'il faut accompagner au plus vite pour reprendre au plus vite". C'en serait presque une contre-pétition, si au plus vite je suis personnellement convaincu qu'il faut la reprendre pour la raccompagner au plus vite !

Le p'ti dernier, qu'à finit par arriver premier, Gabriel Fatal, en rajoute une couche avec comme diversion, l'augmentation de la durée d'affiliation et la modification du niveau d'indemnisation. Il fantasme sans vergogne : "On veut davantage de Français qui travaillent, parce que ça permet d'augmenter les recettes", avant d'imposer son calendrier avec des négociations jusqu'à cet été, pour une entrée en vigueur à l'automne.





## COMMENT BERNARD ARNAUD\* A-T-IL BÂTI SA FORTUNE?

Un jour la maman du petit Arnaud lui donne une pomme pour le goûter de l'école. Arnaud, qui a déjà le sens des affaires, ne la mange pas, il la revend. Avec les bénéfiques, il achète deux pommes qu'il ne mange pas non plus mais qu'il revend. Ensuite il hérite de son père...

## JEAN ORTIZ

### Toujours le poing levé... et la main tendue !

Né le 26 août 1948 à Labastide-Rouairoux dans le Tarn, il est mort le 22 juillet 2023.

Fils d'un républicain espagnol, il a été correspondant de l'Humanité à Cuba de 1977 à 1981. Il a enseigné dans l'Aveyron, le Lot-et-Garonne et à Toulouse avant de venir à l'université de Pau comme maître de conférences. Il a travaillé sur la République espagnole, l'anti-franquisme, les maquis et sur le vingtième siècle latino-américain.

Il a écrit de nombreux livres dont « Le socialisme à la cubaine », « Maquis de France et d'Espagne », « Vive le Che », « Franco n'est pas mort ».

Il a réalisé plusieurs documentaires sur les républicains espagnols dont en 2007 : « Rouge Miroir » et « Le cri du silence » (2008), « Paroles d'anciens » et « Fils de Rojo » (2009).

Orateur exceptionnel, il avait, dans les années 1990, lancé une grève des profs de l'UPPA et avait soutenu le mouvement étudiant autogestionnaire qui avait séquestré le président de l'UPPA et obtenu 100 postes de professeurs et 50 de personnels IATOSS, en 1995. Du jamais vu ! Toujours communiste, il affirmait, quand la critique était justifiée, des idées libertaires.

Il me considérait comme un de ses amis. Il me manque !

Noir C Noir.

## LE BANQUIER ANARCHISTE

Il existe des livres dont la lecture enthousiasme. C'est ce que j'ai ressenti en lisant « Le banquier anarchiste » de Fernando Pessoa. Le titre surprend et l'ouvrage publié en 1922 reste toujours brûlant d'actualité, notamment lorsque l'écrivain dénonce le pouvoir et les méfaits de l'argent. Aujourd'hui, rien n'a changé !

L'auteur nous entraîne dans sa quête de l'idéal anarchiste qui serait « d'abord la liberté, puis l'égalité par la liberté, enfin la fraternité par l'égalité dans la liberté ».

Sa dénonciation de la société capitaliste, de ses hypocrisies, de ses mensonges et les moyens qu'il propose pour y mettre fin nous obligent à prendre position puisque deux théories s'affrontent. L'une aurait recours à un passage direct de la société bourgeoise à la société anarchiste pour en terminer avec l'exploitation éhontée dont les peuples sont victimes. L'autre obligerait à passer par une nécessaire étape de transition. Il semble que la seconde théorie risque de rester longtemps une regrettable utopie. Par contre, après un long processus de prise de conscience et de nombreuses luttes, il apparaît possible que naisse un jour une société écologique et libertaire.

Amis de la révolte, j'ai dévoré ce livre. Faites en autant ! (disponible à notre bibliothèque sociale)

Noir C noir

## FRANCE TRAVAILLE ! (SUITE)

Tous ceux là et d'autres, se réunissent en séminaire pour réfléchir à "désmicardiser la France" . Après nous avoir amputé du salaire différé par une exonération totale des cotisations patronales pour tout salarié rémunéré au SMIC, fallait il s'étonner de voir les tauliers t'augmenter, si cela signifie pour eux, de perdre ces exonérations de cotisation. Tous ces parasites, au carrière plus ou moins longue, grassement payé au passage, qui ne connaissent du travail que le subsidie de celui des autres, sont au pied du mur et réfléchissent. Pourquoi s'entêter de payer un emploi au Salaire Minimum de Croissance, puisqu'il est possible de faire effectuer gratuitement cette tâche par un allocataire, désormais.

L'immonde après covid est là. La loi plein emploi, le justifie. Puisqu'il est désormais impossible et pas plus souhaitable de réduire le chômage de masse dans ce système ultra libéral, autant réduire le nombre de chômeurs indemnisés. D'ailleurs ce sont sur ces chiffres que se fondent les statistiques, qu'ils ont savamment si bien divisés en catégories pour mieux t'embrouiller quant à une réelle baisse du chômage. Leur dogme fixe le seuil du « plein emploi » à 5% de chômeurs, lesquels ? Un rapide calcul, du niveau d'un collégien, nous laisse entrevoir le monde onirique de nos dirigeants. 30 millions, c'est le nombre de personnes composant la population active en France cette année.  $30M \times 5\% = 1,5M$  de chômeurs maxi pour ne pas dépasser le seuil. Il y a aujourd'hui plus de 6M de chômeurs à temps plein ou partiel inscrit. Aucune statistiques sur les non-inscrits. Plus de 2M d'allocataires du RSA et à peine 220.000 offres disponibles sur le site de France Travail, dont certaines en double.



Les prévisions du FMI ne sont pas plus optimiste avec l'arrivée de l'Intelligence Artificielle. Celle-ci devrait transformer l'économie mondiale. Près de 40 % des emplois dans le monde connaîtront les effets de l'IA, qui en remplacera certains et en complétera d'autres, avec un ratio plus élevé chez les occidentaux : "Dans les pays avancés, l'IA pourrait avoir des incidences sur environ 60 % des emplois. Parmi les emplois exposés, environ la moitié pourrait bénéficier de l'intégration de l'IA, qui se traduirait par un gain de productivité. Pour l'autre moitié, les applications de l'IA pourraient exécuter des tâches essentielles actuellement assurées par des êtres humains, ce qui pourrait diminuer la demande de main-d'œuvre, faire baisser les salaires et réduire les embauches." . Il n'est pas précisé qui engrangera le gain de productivité. Toutefois, comme a pu l'être la robotique en modifiant les cadences, l'IA possède toutes les fonctions pour encadrer une équipe de travail.

Leur système mortifère est à bout de souffle, ils le savent. Même la jeunesse l'a compris et déserte les bullshit jobs, désemparée, sans plus de planète pour avenir que d'illusions passées. Ou bien après

avoir vu s'épuiser leur parents enrichir un patron, parfois même sous les humiliations, du moins pour les plus sage, ceux qui ont un peu plus courbé l'échine et préserver leur emploi jusque là, sinon de constater leur longue descente dans la précarité et la misère. La conversion de l'ASS en RSA n'améliorera pas leur quotidien. D'un autre point de vue, ce sont autant d'économies sur les retraites. Non vraiment, le seul effet positif du covid, a été pour bon nombre de se repositionner dans sa vie. Cet arrêt sur image a permis de se poser enfin la question : travailler pourquoi, travailler pour qui ?

C'est à chacun de répondre. Nous n'avons pas les mêmes centres d'intérêts. Certains sont prêts à piétiner nos droits sociaux tout comme ils méprise l'environnement. Il manque 10 Milliards pour boucler le budget de l'année. 10 milliards, c'est ce qu'a gagné Bernard Arnault au mois de février.

10 Milliards, c'est combien de dixième de point de PIB ? 10 milliards, ça fait combien de personnes sur le carreau ? Alors c'est sûr Bruno, sort toi le doigt de ton anus brun renflé et dégage avec toute ta clique.

F.M. Lapai



Notre bibliothèque sociale est ouverte à toutes et tous les mercredi de 14H30 à 17H00 au 22 rue Pasteur à Pau

Ta révolte sur notre blog:  
<http://comitedelarevolte64.over-blog.com>